



ORGANISATION PANAMÉRICAINNE DE LA SANTÉ
ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ



13^e RÉUNION INTERAMÉRICAINNE AU NIVEAU MINISTÉRIEL SUR LA SANTÉ ET L'AGRICULTURE

Washington, D.C., 24-25 avril 2003

Point 11.1 de l'ordre du jour provisoire

RIMSA13/15 (Fr.)

14 avril 2003

ORIGINAL : ANGLAIS

ALLIANCE STRATÉGIQUE IICA/OPS

Dr. Chelston W. D. Brathwaite

Directeur général

Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA)

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Introduction.....	3
Santé animale, santé publique : zoonoses et sécurité des produits alimentaires.....	8
Actions entreprises dans le cadre de l'accord.....	9
Mécanismes de planification, de programmation, de contrôle et d'évaluation, et gestion du rendement	9
Échange d'informations et d'expériences.....	10
Le partenariat en vue du développement des agro-industries.....	10

Introduction

1. Je suis heureux d'être de retour à Washington et d'avoir l'occasion de participer à RIMSA 13. L'année 2002 a marqué un tournant pour notre Institut puisque nous avons fêté notre 60^e anniversaire. C'est en janvier que j'ai assumé mes fonctions comme neuvième Directeur général. Ma première tâche a consisté à repositionner l'IICA dans le contexte du XXI^e siècle et de formuler une nouvelle approche du développement agricole durable, de la sécurité des produits alimentaires et de la prospérité du secteur rural des Amériques. Une telle approche reconnaît qu'aujourd'hui et partout dans le monde le développement des secteurs agricole et rural ne peut se limiter à des efforts visant à aider les pauvres petits paysans. Il s'agit plutôt du développement d'un secteur stratégique qui tire son importance de sa contribution à la stabilité sociale nationale, à la sécurité des produits alimentaires et à la protection de l'environnement pour les générations présentes et futures. En ce début de la troisième année du XXI^e siècle, nous nous trouvons à la croisée de nouveaux défis et de nouvelles opportunités.

2. À la croisée de nouvelles opportunités, caractérisées par la participation et le partenariat à l'échelle mondiale, par la communication et la coordinations efficaces des actions et par la conviction du besoin impérieux de conjuguer les efforts afin de résoudre les problèmes les plus urgents de notre époque. Il est très clair pour tous qu'il nous faut relever le plus grand de tous les défis : affronter la santé, la pauvreté, la faim et la marginalisation de 800 millions d'êtres humains qui vivent entourés d'une immense mer de prospérité matérielle. Près de 177 millions d'entre eux vivent dans les Amériques dont 90 millions dans des zones rurales. Il est de notre devoir de leur faire profiter des mêmes libertés que nous.

3. Comme je l'ai dit à l'occasion de mon discours d'investiture le 15 janvier 2002, notre Institut doit, dans l'avenir, relever le défi de la coopération mondiale et du respect de la diversité; un avenir qui nous rappelle notre potentiel illimité à nous prendre en charge quand nous nous le proposons; un avenir qui nous oblige à centrer nos efforts non sur nos droits mais bien sur nos responsabilités; un avenir qui fasse des problèmes des occasions de nous élever au-delà des intérêts individuels et personnels pour nous tourner vers les grands problèmes de l'humanité; un avenir qui nous rappelle aussi qu'être intelligent ne suffit plus, que l'éducation ne suffit plus, que la santé ne suffit plus, et que, en fin de compte, ce qui importe c'est la détermination, l'engagement, la responsabilité, la discipline et le respect de l'humanité.

4. On sous-estime trop souvent la contribution des secteurs agricole et rural au produit économique mondial. Un bon exemple récent est celui de El Salvador où les statistiques officielles estiment la contribution de l'agriculture au PIB à 12%, alors que l'examen en amont et en aval de l'apport de l'agriculture aux autres secteurs de

l'économie indique qu'il se situe à 38 %. C'est probablement le cas dans bien d'autres pays.

5. Afin de relever les défis de la nouvelle économie, la mission de l'IICA consiste à soutenir les États Membres dans leur recherche du développement et de la prospérité, au moyen de la modernisation du secteur rural, de la promotion de la sécurité des produits alimentaires et du développement d'un secteur agricole compétitif, adapté aux nouvelles technologies, géré selon les normes environnementales et socialement équitable.

6. À l'aube la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et du nouveau mandat attribué à l'Institut par le 3^e Sommet des Amériques et l'Assemblée générale de l'Organisation des États Américains, l'ICCA revêt une nouvelle importance en tant que instrument de promotion de l'intégration hémisphérique du secteur agricole.

7. Dans ce nouveau contexte, l'Institut doit centrer son programme de coopération technique sur l'assistance requise par les États Membres. Nous avons entamé un processus de consolidation interne et une projection de notre vision externe grâce à des partenariats stratégiques avec des institutions sœurs du système interaméricain avec le secteur privé et avec des partenaires du monde entier afin de fournir au secteur rural des Amériques le soutien dont il a besoin et qu'il mérite.

8. L'un des objectifs premiers de l'IICA est de se transformer en un véritable réseau de coopération hémisphérique : un réseau qui facilite l'accès de tous les pays des Amériques à l'information, à la technologie et aux bonnes pratiques pour atteindre l'intégration agricole de l'hémisphère.

9. Notre Plan à moyen terme pour 2002-2006 focalise nos efforts sur la promotion d'un développement agricole durable, de la sécurité des produits alimentaires et de la prospérité des communautés rurales des Amériques. Nous sommes néanmoins conscients du fait que pour atteindre ces objectifs il nous faudra adopter une approche pluridisciplinaire, multisectorielle et holistique dont les composantes essentielles sont l'éducation, la santé, l'environnement et l'organisation et la gouvernance des communautés rurales.

10. Nous ne pouvons sous-estimer l'importance du secteur agroalimentaire, des agro-industries ni du commerce agricole. Afin d'accroître la compétitivité et de promouvoir le développement d'un environnement mondial de l'agro-industrie, nous devons encourager l'adoption des nouvelles technologies et de principes d'exploitation durable et équitable.

11. L'amélioration de l'éducation, des communications et des revenus a entraîné une conscience accrue de l'importance d'une alimentation adéquate pour la santé et le bien-être général. La demande de fruits et de légumes frais, d'aliments à haute teneur en fibres,

d'aliments traités, de grignotines et de produits organiques a augmenté. En outre, la qualité et la sécurité des aliments acquièrent une importance croissante sur tous les marchés alimentaires. Le défi de l'agriculture n'est désormais plus seulement de satisfaire la demande des consommateurs, mais aussi d'assurer la sécurité et la fiabilité des approvisionnements alimentaires.

12. Les négociations en cours en vue de la ZLEA ainsi que celles relatives aux accords de libre-échange bilatéraux et régionaux ont toutes inscrit l'agriculture à leur ordre du jour, tout en tenant compte à la fois de l'ampleur du commerce agroalimentaire et des considérations sociales et environnementales liées à l'agriculture et au commerce agroalimentaire.

13. Il est d'une importance capitale que les ministères de l'agriculture d'Amérique latine et des Caraïbes renforcent leur capacité institutionnelle de négociation internationale. Cela, non seulement afin d'être en mesure d'agir en tant que porte-parole légitimes du secteur aux tables de négociations, mais également afin d'accroître leur capacité d'analyse, de réalisation de consensus et d'élaboration et de coordination de propositions, tant auprès des instances gouvernementales de commerce extérieur que des représentants des secteurs de la production.

14. L'un des volets les plus délicats des négociations sur le commerce agricole est la sécurité des produits alimentaires, les consommateurs d'aujourd'hui exigeant des aliments salubres et nutritifs. Au cours des dernières années, l'attention croissante portée aux questions de sécurité des produits alimentaires dans tous les pays de l'hémisphère a conduit à examiner soigneusement les méthodes de lutte antiparasitaire chez les animaux et les végétaux.

15. En 2001, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) 30 % des pesticides vendus dans les pays en développement n'étaient pas conformes aux normes internationales. Aussi de nombreux pays ont-ils réorganisé et restructuré leurs installations d'inspection des aliments. L'initiative canadienne de créer l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) a servi de modèle d'un bout à l'autre des Amériques et a été adoptée dans certains pays comme Belize.

16. Seule la modernisation des systèmes de sécurité des produits alimentaires permettra d'obtenir des résultats plus précis dans les évaluations de risques et l'adoption de politiques de contrôle des maladies et des parasites qui touchent la production et menacent la santé des personnes.

17. En matière de sécurité des produits alimentaires et de santé agricole, les institutions s'investissent toujours davantage dans l'évaluation et la satisfaction d'une

demande croissante d'importations, sans mettre en danger la santé agricole ni les normes d'hygiène des pays, mais bien en les améliorant.

18. La dernière décennie a montré l'inadéquation de l'approche traditionnelle en matière de santé agricole en vue des défis à relever. La « maladie de la vache folle » dans l'Union européenne, la dioxine en Belgique et la fièvre aphteuse au Royaume-Uni sont des problèmes pathologiques qui apparaissent avec l'introduction d'aliments adultérés et dont les conséquences graves se manifestent à des stades ultérieurs de la chaîne agroalimentaire.

19. Les circonstances présentes exigent que les institutions chargées de la sécurité en santé travaillent avec une vision internationale plus large et un mandat plus ciblé. L'organisation traditionnelle de la santé agricole au sein des ministères de l'agriculture doit être restructurée afin d'inclure des alliances plus étroites et d'encourager une plus grande intégration avec les autres ministères tels que ceux de la santé, et du commerce et des relations extérieures.

20. Le secteur privé doit s'allier au secteur public, et leurs rôles respectifs et responsabilités spécifiques doivent être définis. Les programmes doivent aller au-delà du niveau de la ferme pour atteindre la chaîne agroalimentaire toute entière.

21. Pour garantir leur efficacité, les institutions de sécurité en santé doivent s'adjoindre une surveillance étroite et des mécanismes de réponse afin d'être en mesure de déclencher les alertes en cas d'effets adverses ou de composantes nuisibles introduites dans la production animale ou végétale, qui ne pourraient être détectés autrement avant la fin de la chaîne.

22. Au cours des dernières années, la taille et le budget des ministères de l'agriculture dans un certain nombre de pays de l'hémisphère ont été considérablement réduits, notamment en raison des programmes d'ajustement structurel. Pour que l'agriculture devienne compétitive dans le monde d'aujourd'hui, les États doivent jouer un rôle déterminant dans la définition des politiques et dans du cadre juridique de l'agriculture et de ses services connexes tels que la recherche, la diffusion et la santé agricole.

23. Les gouvernements doivent déterminer les termes d'une nouvelle relation entre la santé et l'agriculture en tant que partenaires stratégiques en vue d'assumer, de manière intégrale et intersectorielle, les nombreuses responsabilités en matière de sécurité des produits alimentaires et de santé agricole, sur les plan de la production, du commerce et de l'environnement.

24. À cet égard, la signature de l'entente avec PAHO destinée à incorporer la santé dans nos initiatives de développement rural est significative, dans la mesure où elle reconnaît que le développement rural est impossible sans santé rurale.

25. L'IICA et PAHO ont en commun plusieurs objectifs et collaborent depuis de nombreuses années à diverses activités en rapport à la santé publique, la santé animale et la sécurité des produits alimentaires. Tous deux jouent des rôles complémentaires en matière de santé et de développement agricole, qui vont au-delà des domaines de collaboration traditionnels et qui sont essentiels pour la prospérité des communautés rurales. En outre, les deux organisations possèdent un réseau de bureaux dans les États Membres qui facilite les actions conjointes.

26. Deux des objectifs de notre entente consistent d'une part à contribuer à l'accroissement de la production alimentaire et à l'amélioration de son utilisation et, de l'autre, à améliorer la vie et la santé en milieu rural dans les États Membres. En tant que partenaires, nos deux institutions ont d'importants défis à relever :

- Sur le plan politique, les deux organisations servent de secrétariats des réunions de leurs ministères respectifs en matière de santé et d'agriculture en milieu rural. En outre, le 3^e Sommet des Amériques (tenu au Canada en avril 2001) les a chargées de soutenir la mise en œuvre du Plan d'action.

27. L'IICA et PAHO assument pleinement l'engagement pris par les chefs d'État et de gouvernement dans la Déclaration du 3^e Sommet :

- Accroître les efforts en vue d'atteindre les objectifs de développement international, en particulier la réduction de 50 % des personnes vivant dans la pauvreté extrême d'ici l'an 2015.
- Encourager les programmes d'amélioration de l'agriculture, de la vie rurale et de l'agro-industrie comme facteurs clés de la réduction de la pauvreté et du développement intégral.

28. En conséquence, PAHO et l'IICA réaffirme l'importance de mettre en commun leurs capacités afin de soutenir les efforts de développement dans les États Membres et leur engagement envers :

- le principe du panaméricanisme qui implique la coopération des pays des Amériques en vue de leur développement;

- le développement équitable et la poursuite des objectifs de santé pour tous dans l'hémisphère, ainsi que la réduction des différences des indicateurs de santé entre et parmi les pays; et
- la promotion de la prospérité dans les communautés rurales, y compris la réduction des inégalités entre leurs habitants et surtout l'accroissement des libertés humaines.

29. L'IICA et PAHO renforceront leurs actions communes de coopération technique en vue d'aider les pays des Amériques à atteindre les objectifs de santé et de prospérité dans les communautés rurales. Ils le feront en soutenant les efforts des ministères de l'agriculture et de la santé, avec la participation active des communautés rurales.

30. Le *Plan d'Action* détermine les paramètres de la coopération qui focalisera les actions dans les domaines suivants :

Santé animale, santé publique : zoonoses et sécurité des produits alimentaires

31. L'IICA et PAHO échangeront des informations, des idées et des expériences dans leur domaine respectif de spécialité. Ils exécuteront également des actions dans les domaines qui ont un impact favorable sur le secteur de l'agriculture, de la nutrition et de la santé publique dans les communautés rurales et, partant, sur les économies nationales.

32. Ces actions visent notamment à :

- Renforcer les aptitudes de gestion des personnes qui occupent des postes de direction ou de supervision dans les programmes nationaux de santé agricole et vétérinaire, ainsi que de santé publique et de sécurité des produits alimentaires, afin de rendre ces derniers plus efficaces et plus rentables.
- Encourager une participation plus active des membres des chaînes agroalimentaires dans les processus de santé agricole, en vue d'accroître la sécurité des produits et, partant, la santé publique et l'accès aux marchés.
- Renforcer l'utilisation des informations pour les systèmes de surveillance épidémiologique agricole.

33. Les actions conjointes dans le cadre du processus entamé au Sommet comprennent l'échange d'informations et la participation des deux organisations aux activités préparatoires et aux réunions ministérielles sur la santé, l'agriculture et la vie rurale. Elles comprennent également l'échange d'informations relatives aux actions

conjointes envisageables afin de remplir le mandat des Sommets, notamment la participation de la société civile et en particulier du secteur privé.

Actions entreprises dans le cadre de l'accord :

- Plan d'action conjoint FAO/PAHO/IICA pour le renforcement du système de santé agricole et de sécurité des produits alimentaires (AHFS) au Honduras.
- Mise en place d'un réseau logique pour l'établissement d'un système de sécurité des produits alimentaires aux Bahamas.
- Assistance aux ministères de la santé et de l'agriculture de Surinam pour la révision de la législation AHFS.
- Soutien aux exercices relatifs à la simulation d'urgences sanitaires et phytosanitaires à Trinité et Tobago.
- Coopération avec le Service national de santé, qualité et sécurité agroalimentaire (SENASICA) de Mexico, en rapport avec la mise en place du Programme de sécurité des produits alimentaires.
- L'IICA et l'Institut panaméricain pour la protection alimentaire et les Zoonoses (INPAZZ) de PAHO ont participé au Programme de soutien des communautés autochtones ainsi qu'au Programme des districts municipaux sains en Argentine;
- Les deux organisations travaillent de concert pour aider le Service national de santé agricole et de sécurité des produits alimentaires (SENASAG) de Bolivie à consolider le programme de sécurité des produits alimentaires;
- L'IICA et PAHO collaborent à l'élaboration d'une loi pour le Système national de santé de l'Équateur.

Mécanismes de planification, de programmation, de contrôle et d'évaluation, et gestion du rendement

34. Ces mécanismes se réfèrent à l'échange d'expériences et d'informations dans ces domaines, utiles à la mise en place du système d'évaluation de l'IICA et des instruments d'appui pour la gestion du rendement organisationnel.

Échange d'informations et d'expériences

35. Il s'agit des rencontres conjointes dans es infrastructures des deux organisations et de leur collaboration pour la fourniture de services de soutien logistique aux réunions et activités techniques.

Le partenariat en vue du développement des agro-industries

36. Les changements de l'environnement, tels que la perte de biodiversité et la pollution des sources d'alimentation en eau et en aliments, ont un impact sur les programmes de santé de sécurité. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), 10 % des maladies évitables sont dues à la dégradation de l'environnement et les causes principales de ces maladies sont le manque de mesures sanitaires, la pollution des sources d'alimentation en eau et les aliments insalubres.

37. La sécurité des produits alimentaires est cruciale pour le développement des agro-industries. Les défis à relever et les opportunités à saisir par les pays en matière de production et de commerce d'aliments sont directement liés à l'adoption de politiques et d'innovations technologiques relatives à la sécurité des produits alimentaires. La recherche de la compétitivité affecte non seulement la santé publique et la qualité des produits alimentaires, mais également la production, le tourisme, l'accès aux marchés, la sécurité des produits alimentaires, l'environnement, etc. Dans les pays en développement, le commerce des légumes frais, des fruits, de la viande et des fruits de mer représente environ la moitié des exportations agricoles et alimentaires. Or, un tel commerce doit reposer sur des politiques claires et sur le respect de normes de sécurité conformes aux normes et accords internationaux de l'OMS, du Codex Alimentarius et de l'Office international des épizooties (OIE).

38. L'établissement d'un environnement approprié et la mise en valeur de nos ressources pour le développement des agro-industries, particulièrement les petits et moyens producteurs, sont des champs d'action dans lesquels l'IICA tente de déployer ses efforts en renforçant ses relations avec les organisations nationales et en encourageant le commerce international.

39. L'IICA possède d'ores et déjà une bonne expérience des programmes « devenez exportateur » et de la consolidation des réseaux d'agro-industries. Cette expérience s'enrichira d'actions visant à accroître le potentiel de gestion de l'agro-industrie et à encourager les alliances stratégiques entre les acteurs privés pour accroître leur compétitivité sur les marchés mondiaux.

40. Notre proposition de créer à Miami des installations de mise en valeur du potentiel commercial est actuellement à l'étude par les personnes intéressées.

41. Une grande expertise en sécurité des produits alimentaires et la mise au point de technologies sans danger pour l'environnement sont indispensables pour réunir tous les acteurs de la chaîne agro-industrielle; leurs actions doivent être renforcées par des politiques précises et des normes spécifiques conformes aux normes et aux accords internationaux.

42. Les institutions chargées de la sécurité des produits alimentaires et de la santé agricole doivent permettre une meilleure intégration des intervenants et davantage d'échanges d'informations entre eux. Les partenariats stratégiques avec les secteurs privés et publics sont essentiels au développement durable de l'agriculture et de l'agro-industrie, dans les Amériques comme ailleurs.

43. En résumé, permettez-moi de retenir trois conclusions :

- a) La sécurité des produits alimentaires est vitale pour la prospérité des communautés rurales et pour la santé des nations.
- b) Les mesures institutionnelles afférentes à la gestion des institutions chargées de la sécurité des produits alimentaires doivent être revues et modernisées.
- c) Les investissements en recherche et technologie agricoles conservent toute leur importance pour le développement agricole et rural dans les Amériques.

44. De telles actions sont entreprises alors que notre monde est confronté à des bouleversements sans précédent. Mais, n'est-ce pas là le cas de chaque génération? Au moment où PAHO fête son 100^e anniversaire, le rythme des changements, leur ampleur et leur portée, ainsi que les possibilités de modifier en profondeur la condition humaine nous placent devant de nouveaux défis. Particulièrement en matière d'agriculture et de santé. Les progrès sur le plan scientifique et technologique bouleversent les camps d'étude traditionnels et exigent que les personnes et les institutions trouvent de nouvelles formes de collaboration. Les Amériques gèrent plus de 40 % des réserves planétaires d'eau douce et produisent la majorité des aliments du monde. Nous sommes donc investis de la responsabilité de mettre le commerce et la mondialisation au service de la vie des populations. Beaucoup reste à faire, beaucoup peut et doit être fait. Pour cela, il nous faut apprendre à travailler ensemble avec intelligence et efficacité.

45. « Nous avons besoin d'institutions scientifiques publiques dynamiques, de politiques de santé claires et précises, de normes rigoureuses, de mécanismes d'inspection et de vérification techniques, et de mesures de quarantaine et d'éradication des maladies et des parasites. » (USAID)

46. Dans son Plan d'action à moyen terme 2002-2006, notre Institut a clairement défini la sécurité des produits alimentaires et la santé agricole comme un domaine

d'action prioritaire pour lequel cinq interventions institutionnelles stratégiques ont été signalées :

- I. Appliquer les accords sanitaires et phytosanitaires de l'OMS et de la ZLEA, de même que les normes sanitaires et phytosanitaires des organisations internationales de référence (CODEX, OIE et IPPC); fournir aux pays l'information relative à ces accords et normes, ainsi qu'aux activités importantes; renforcer la capacité nationale et régionale dans des domaines clés tels que l'équivalence, la régionalisation, l'évaluation des risques, la traçabilité et l'harmonisation.
- II. Améliorer les systèmes de sécurité des produits alimentaires et de santé agricole afin de faciliter l'accès aux marchés, l'interaction avec le secteur privé, les capacités techniques et les ressources humaines et financières; soutenir les efforts des pays en vue de développer et d'articuler une assistance technique spécifique en matière de mécanismes de contrôle, capacité technique et technologique, et durabilité institutionnelle.
- III. Renforcer la capacité des États Membres à répondre de manière opportune aux urgences en matière de sécurité des produits alimentaires et de santé agricole; aider les pays à détecter les situations qui mettent en danger la santé animale, végétale et humaine, ou qui offre de nouvelles possibilités d'accroître le niveau de compétitivité ou l'accès à de nouveaux marchés; faciliter la fourniture de ressources limitées en cas d'urgence.
- IV. Soutenir, dans les États Membres, les stratégies et les politiques relatives à la sécurité des produits alimentaires visant l'élaboration de normes et de règles, la capacité de gestion et les capacités technique au long de la chaîne agroalimentaire; adopter des initiatives portant sur toute la chaîne agroalimentaire qui renforcent la gestion et la volonté politique, encouragent le partage des responsabilités du producteur au consommateur, améliorent les normes de sécurité des produits alimentaires, accroissent la capacité à gérer les risques et stimulent la formation la diffusion de l'information.
- V. Saisir les informations pertinentes au sujet des multiples rôles de la sécurité des produits alimentaires et de la santé agricole; produire une information à valeur ajoutée pour les différents niveaux de décideurs et de professionnels dans les secteurs privé et public; fournir l'information opportune et soutenir la création d'alliances dans les domaines d'impact potentiel tels que la production, la compétitivité, le commerce, le tourisme, la bio-sécurité, la santé publique, la sécurité des produits alimentaires et l'environnement.

47. Le partenariat est le dernier des huit objectifs de développement du millénaire. C'est là la reconnaissance claire que seul le travail en commun permettra d'atteindre la prospérité pour tous. Toutes les agences internationales s'accordent d'ailleurs à dire que l'avenir dépendra de la collaboration, de la coopération et de l'action commune. Bien que lentement, nous progressons. Je pense que nous pouvons accélérer le rythme des réformes institutionnelles nécessaires à un travail collectif plus efficace. Je pense vraiment que chacun d'entre nous doit contribuer à modifier le fonctionnement de nos institutions pour une meilleure coopération. Je crois aussi à l'impérieuse nécessité de commencer maintenant. La pauvreté et la faim menace chaque jour nos enfants et notre stabilité sociale. Je suis finalement convaincu que nous sommes capables de dépasser les objectifs de développement du millénaire dans tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, grâce à une plus grande solidarité hémisphérique.

- - -